

BRUXELLES

SOUS

LA BOTTE ALLEMANDE

par **Charles TYTGAT**

4 décembre 1916.

Je dois avoir dit quelque part que l'obligation de rester chez soi à partir de 7 heures 1/2 du soir ne contrarie guère que les nouveaux riches (**Note**), les filles et autres mauvais Belges amateurs de plaisirs pendant que tant d'autres se font tuer. Les directeurs de théâtre (**Note**) – le diable m'emporte si je m'attendais à me voir soutenu par des cabotins ! – se sont chargés de me donner raison.

Une affiche allemande nous apprend en effet ceci :

« Dans une lettre datée du 21, les directeurs des théâtres bruxellois ont exposé M. le gouverneur de Bruxelles et du Brabant la situation dans laquelle les a mis la fermeture, à 8 heures du soir, des lieux de spectacles publics. Ils attirent son attention sur le fait que les manifestations qui ont été l'occasion de cette mesure ont précisément été provoquées par des gens qui, non seulement ne fréquentent pas les théâtres, mais s'efforcent d'en détourner le plus possible les autres personnes. La fermeture des théâtres a été accueillie par eux avec la plus grande satisfaction. Les directeurs de théâtre expriment ensuite le voeu que le gouverneur consente à ce que les billets de théâtre, datés et contrôlés par eux, puissent servir de passeport aux amateurs de théâtre pour rentrer directement chez eux. »

Le colonel Hurt, gouverneur de Bruxelles, a répondu dans les termes suivants :

« C'est avec plaisir que je prends connaissance de l'assurance que vous me donnez que le personnel des théâtres et la plus grande partie de ceux qui fréquentent les théâtres se tiennent à l'écart des manifestations, que des excitateurs intéressés et sans scrupules, se parant du manteau du patriotisme, s'ingénient à provoquer, pour pousser la masse irréfléchie à des actes pour lesquels il en est qui doivent durement expier, tandis que les vrais coupables se tiennent soigneusement à l'arrière-plan et savent se soustraire au châtement.

Je regrette cependant de ne pouvoir faire d'exception, dans l'application de mon ordonnance, au profit d'une seule corporation et des amateurs de théâtre, et je ne puis que m'en remettre à la partie pondérée et calme de la population du soin de tout mettre en oeuvre pour contrarier les manoeuvres des agitateurs et pour détourner les autres des manifestations insensées, qui ne peuvent que nuire à l'ensemble de la population. »

Que dites-vous du certificat de patriotisme décerné par les directeurs de théâtre à ceux qui fréquentent les églises et s'efforcent de détourner leurs concitoyens de la fréquentation des salles de spectacles ?

A propos de théâtres, il n'est que juste d'acter qu'aucun d'eux, à l'exception du Théâtre Flamand de la rue de Laeken, déjà ouvert au lendemain de l'occupation de Bruxelles, et de la Gaîté, n'a à sa tête les directeurs d'avant la guerre. Ceux-ci ont mis leur patriotisme avant leurs intérêts et ont refusé de contribuer à

donner à la capitale d'un pays en deuil l'extérieur d'une ville en fête. Il me plaît d'avoir à le constater.

Il est à peine besoin de dire que tous les journalistes de la Kommandantur (**Note**) ont reçu ordre d'approuver les mesures prises par l'autorité allemande et de blâmer les Bruxellois coupables d'avoir osé crier « *Vive le Roi* » le jour de la fête de notre Souverain. Il n'est pas nécessaire non plus de dire que tous ont obéi avec ensemble.

La **Belgique** a publié à ce propos un article tellement caractéristique de sa cauteleuse manière, que je ne résiste pas au désir de le reproduire. Les passages soulignés l'ont été par moi ; cela est intitulé « *Bon sens* » :

« Plus s'allonge la période indéterminée durant laquelle le récent arrêté de l'autorité occupante oblige les habitants de l'agglomération bruxelloise à rentrer chez eux à 8 heures et demie, plus acerbes deviennent les discussions soulevées autour des démonstrations qui ont provoqué cette mesure, Ces démonstrations ayant failli se reproduire dimanche dernier, le moment paraît venu de démêler ce que pense la masse du public de ces événements qui l'intéressent au premier chef.

Il faut tout d'abord reconnaître que l'opinion se montre plutôt sévère pour les manifestants. Elle serait sans doute portée à plus d'indulgence si elle examinait les choses froidement. Elle tiendrait compte alors que les péripéties navrantes d'une guerre interminable ont mis les nerfs de la population à une rude épreuve et la disposent mal à surmonter de sang-froid les émotions devenues inséparables de toute cérémonie publique. On comprend, surtout lorsqu'il s'agit d'une

cérémonie religieuse, qu'impressionnés par la majesté du lieu, bouleversés par des sermons plus ou moins émouvants, suivant que le tempérament du prédicateur le dispose à la résignation ou à la protestation, remués jusqu'au fond de l'âme par]es accents d'une musique émouvante et sacrée, les fidèles sortent de certains offices dans un état d'exaltation qui les entraîne à des manifestations dont la spontanéité ne leur permet pas de discerner l'inopportunité et le grand danger.

Mais la masse ne s'arrête pas à ces considérations psychologiques. Elle ne voit qu'une chose : les désagréments plus ou moins graves qu'on lui inflige pour la punir de démonstrations auxquelles elle n'a pas pris la moindre part.

Si vraiment ces malencontreux manifestants, nous écrivent de toutes parts, des Bruxellois lésés dans leurs intérêts, ignoraient que leurs écarts exposent tous leurs concitoyens à les mesures dommageables, on pourrait les en excuser, quitte à leur demander d'être plus circonspects à l'avenir. Mais depuis plus de deux ans, tout le monde a eu le temps d'apprendre à ses dépens le caractère étendu, absolu des droits que la convention de la Haye reconnaît au pouvoir occupant responsable du maintien de l'ordre public. Dès lors, chaque citoyen devrait se croire tenu à se conduire de manière à ne pas l'obliger à faire usage de ces droits redoutables. Des manifestations antérieures ayant déjà valu à la population bruxelloise de sérieux ennuis, il est vraiment regrettable que ces précédents fâcheux n'aient pas assagi les exaltés.

Si encore on avait l'impression que ces manifestations puissent servir si peu que ce soit la cause de la patrie, les commerçants et les professionnels atteints par l'arrêt de la vie publique à des heures inusitées, aussi bien que la masse des Bruxellois qui n'en souffrent que dans leurs habitudes, se résigneraient aisément. Mais on s'accorde unanimement à reconnaître que toute démonstration de ce genre doit rester forcément stérile. Pourquoi dès lors exposer de gaieté de coeur notre commerce, déjà si éprouvé, à de nouveaux mécomptes ? Pourquoi risquer la suppression des ressources qui assurent l'existence de tout le petit personnel d'employés

des restaurants, des cafés, des cinémas, des théâtres ? Pourquoi enfin provoquer le bouleversement des conditions d'existence d'une agglomération de 700.000 habitants ?

Une haute personnalité politique bruxelloise nous dit : Les manifestations incriminées ne sont pas seulement inutiles : je les tiens pour dangereuses. Non pas dangereuses au point de vue qu'il serait cependant difficile de négliger des conséquences pénibles qu'elles peuvent entraîner, mais parce qu'elles ont réussi à produire ce que nous étions à peu près parvenus à empêcher jusqu'ici : des dissentiments entre Belges. Nombre de gens ne les considèrent plus, en effet, comme des manifestations déterminées spontanément par une surexcitation momentanée mais prétendent y voir un système politique.

? ...

Parfaitement ! On remarque que toutes les démonstrations survenues jusqu'ici sont le fait du parti catholique. Parce que nous ne manifestons pas – demandent les libéraux –, serions-nous moins bons patriotes que les catholiques, nous qui avons toujours lutté pour le service personnel Et nous ? – disent les socialistes, qui rappellent que l'odieux système du remplacement vient à peine d'être aboli et que l'injustice de nos lois militaires a laissé peser pendant quatre-vingts ans sur la seule classe pauvre le service militaire.

La question en vient, on le voit, à se placer sur un terrain brûlant. Que ceux qui croient que nous exagérons, nous disent si depuis huit jours ils n'ont pas autour d'eux entendu dire « qu'au lieu de punir toute la population, l'autorité occupante aurait beaucoup mieux fait d'enfermer pendant vingt-quatre heures les manifestants, cause de tout le mal, dans l'église d'où ils venaient de sortir ».

Ce n'est là sans doute que la boutade d'une mauvaise humeur passagère. Encore importe-t-il de ne pas fournir à cette mauvaise humeur l'occasion de s'exacerber.

Aussi bien, l'on sait que d'éminentes personnalités se sont récemment efforcées de ramener le calme dans les esprits. Nous ne voulons pas hésiter plus longtemps à

appuyer leurs efforts en jetant dans le débat une note de bon sens : seuls, pourront nous la reprocher les exaltés qui oublient que le patriotisme bien compris commande, dans les circonstances nécessaires, de s'abstenir de tout geste inconsidéré et inutile, capable d'exposer non seulement son auteur, mais autrui plus encore, à de graves mécomptes. »

(**Belgique**, 30-11-16)

(pages 142-147)

<http://uurl.kbr.be/1008367?bt=europeanaapi>

Notes de Bernard GOORDEN.

Concernant ces *nouveaux riches*, lisez en traduction française « *Zeep* », texte de fiction de Roberto J. **Payró**, qui avait notamment été publié dans ***La Nación*** le 14/03/1920 :

<http://idesetautres.be/upload/PAYRO%20ZEEP%20FR.pdf>

Louis GILLE, Alphonse OOMS et Paul DELANDSHEERE parlent également de la démarche de certains directeurs de théâtre en date du 1^{er} décembre dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** :

<http://www.idesetautres.be/upload/19161201%2050%20MOIS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Concernant les ***journalistes de la Kommandantur***, lisez l'article de synthèse de leur confrère argentin Roberto J. **Payró**, « *Les Allemands en Belgique. La presse durant l'Occupation* » :

<http://www.idesetautres.be/upload/PAYRO%20PRENSA%20URANTE%20OCUPACION%20FR%2019190613.pdf>